

ASSEMBLÉE NATIONALE  
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1994, chapitre 64  
**LOI CONCERNANT LA VILLE DE SAINT-LAURENT**

---

**Projet de loi 275**

présenté par M. Yvan Bordeleau, député de l'Acadie

Présenté le 14 décembre 1993

Principe adopté le 9 mars 1994

Adopté le 9 mars 1994

**Sanctionné le 10 mars 1994**

---

**Entrée en vigueur: le 10 mars 1994**

---

**Loi modifiée:**

Loi modifiant la charte de la Ville de Saint-Laurent (1972, chapitre 82)







## CHAPITRE 64

### Loi concernant la Ville de Saint-Laurent

[Sanctionnée le 10 mars 1994]

Préambule **ATTENDU** qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Saint-Laurent que sa charte, le chapitre 94 des lois de 1908, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées afin de lui accorder certains pouvoirs;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Comité exécutif **1.** Il est constitué, pour la Ville de Saint-Laurent, un comité exécutif, composé du maire et de quatre conseillers.

Nominations **2.** Le maire nomme les quatre conseillers qui font partie du comité exécutif. S'il n'exerce pas ce droit, cette nomination se fait par scrutin secret, chaque conseiller devant, sous peine de nullité de son bulletin, voter pour quatre conseillers.

Bulletin Le bulletin est une liste imprimée pour les soins du greffier et signée de ses initiales, sur lequel sont inscrits, par ordre alphabétique, les noms des conseillers.

Exercice du droit de vote Chaque conseiller reçoit ce bulletin du greffier qui a rayé le nom du président du conseil, le cas échéant. Le conseiller se retire à l'intérieur d'un isoloir et y fait, dans un carré imprimé à cette fin, une croix en regard du nom de chaque conseiller pour lequel il vote.

Signature Chaque bulletin doit être signé des initiales du greffier et être remis sous enveloppe cachetée. Ces enveloppes ne sont ouvertes qu'au dépouillement du scrutin par le greffier en présence du directeur général. Les noms des quatre conseillers élus sont rendus publics par le greffier; en cas d'égalité de voix entre les conseillers auxquels un vote de plus donnerait le droit d'être proclamés élus, le maire peut

les nommer ou demander un nouveau scrutin quant aux postes à combler.

**Restriction** Tant que le conseil n'a pas élu les membres du comité exécutif, il ne peut ni suspendre ni ajourner sa séance.

**Président** **3.** Le maire est le président du comité exécutif; lors de la première assemblée du comité exécutif, il nomme l'un des membres vice-président; celui-ci doit exercer, en son absence ou en cas de vacance à cette charge, tous les pouvoirs du président.

**Quorum** **4.** Le quorum du comité exécutif est de trois membres. Le maire ou toute personne qui préside le comité exécutif a droit de voter mais n'est pas tenu de le faire; tout autre membre du comité exécutif est tenu de voter, à moins qu'il n'en soit empêché en raison de son intérêt dans la question concernée, conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2). Quand les voix sont également partagées, la décision est considérée comme rendue dans la négative.

**Huis clos** **5.** Le comité siège à huis clos, sauf s'il estime que, dans l'intérêt de la ville, ses délibérations doivent avoir lieu publiquement. Le huis clos ne s'applique pas aux membres du conseil.

**Secrétaire** **6.** Le greffier de la ville est le secrétaire du comité. En son absence, le greffier adjoint exerce cette charge.

**Durée du mandat** **7.** Le mandat d'un conseiller membre du comité exécutif qui a fait défaut d'assister aux séances du comité exécutif pendant 45 jours consécutifs prend fin à la clôture de la première séance qui suit l'expiration de cette période, à moins que le membre n'y assiste.

**Délai de grâce** Toutefois, le comité exécutif peut, lors de cette séance, accorder un délai de grâce de 30 jours au membre dont le défaut a été causé par l'impossibilité en fait d'assister aux séances. Le mandat de ce membre prend alors fin le trente et unième jour, à moins qu'il n'assiste à une séance du comité exécutif au cours du délai de grâce.

**Avis au conseil** Le greffier avise le conseil que le mandat d'un membre du comité exécutif a pris fin en vertu du présent article dès la première séance qui suit.

**Vacance** **8.** Toute vacance dans le comité est comblée par le maire dans les trente jours de celle-ci. À défaut, elle est comblée par un scrutin tenu conformément à l'article 2.

Démission

**9.** La démission d'un membre du comité a effet à compter du jour où elle est remise au greffier.

Délégation  
de pouvoir

**10.** Le conseil peut, par règlement, déléguer au comité exécutif tout pouvoir, sauf celui de faire des règlements ou d'imposer une taxe.

Règlements  
du conseil

**11.** Le conseil peut par règlement :

1° prévoir que toutes les matières de sa compétence, ou certaines d'entre elles qu'il détermine, doivent être soumises au comité exécutif avant de l'être au conseil;

2° déterminer, quant aux matières soumises au comité exécutif, les cas où celui-ci produit un rapport au conseil et les délais de production d'un tel rapport;

3° déterminer le rôle du comité exécutif dans les communications entre le conseil, les commissions, le directeur général et les différents services de la ville.

Régie  
interne

**12.** Sujet à l'approbation du conseil, le comité doit faire des règles pour sa régie interne et il peut les modifier lorsqu'il le juge opportun.

Procès-  
verbaux

**13.** Les procès-verbaux des votes et délibérations du comité sont dressés et transcrits dans un livre tenu à cette fin par le secrétaire du comité et, après avoir été approuvés à la séance suivante, sont signés par lui et par le président du comité, et ils sont accessibles à tous les contribuables qui désirent les examiner.

1972, c. 83,  
a. 6, mod.

**14.** L'article 6 de la Loi modifiant la charte de la Ville de Saint-Laurent (1972, chapitre 82) est modifié par le remplacement, dans la huitième ligne du paragraphe *a*, des mots « ou son blason » par ce qui suit : « , son blason ou tout symbole graphique adopté par résolution, ».

Cessation  
d'existence

**15.** Le comité exécutif qui avait été constitué pour la ville en vertu de l'article 70.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) cesse d'exister dès la nomination des membres du comité exécutif créé en vertu de la présente loi, conformément à l'article 2.

Entrée en  
vigueur

**16.** La présente loi entre en vigueur le 10 mars 1994.